LA CREOLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR JUILLET, MAGNE & Cie.

No. 81, rue Chartres.

CONDITIONS :

PRIX DE L'ABONNEMENT : Pour la ville, $8 par an ; pour les campagnes, $10 ; pour l'étranger, $20 ; payable d'avance.

ANNONCES ORDINAIRES, $1 par ligne pour la première insertion, et 75 cents pour chaque insertion subséquente.

CANDIDATS WHIGS,

CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE,

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS

WILLIAM H. HARRISON

DE L'OHIO.

POUR VICE PRESIDENT DES ETATS UNIS,

JOHN TYLER,

DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS :

MERCREDI MATIN, 29 JANVIER 1840.

LE SENAT ET LA BANQUE DES CITOYENS.

Il règne entre les deux Chambres de la législature une sorte de mésintelligence qui ne peut que nuire aux affaires publiques. Notre intention n'est pas de rechercher les raisons de cette mésintelligence ni d'examiner s'il est vrai, comme on l'assure, que le sénat cède tant s'en faut aux progrès de l'influence d'un nombre connu par ses opinions ultra démocratiques : nous laissons ce soin délicat à ceux qui sont initiés dans les secrets des coteries ; mais nous croyons devoir examiner si le refus de la majorité du sénat de concourir avec la Chambre à l'élection des six directeurs de la banque des Citoyens que la charte de cette institution laisse à la nomination de la législature de l'Etat, n'est pas, sinon illégal, du moins contraire à l'intérêt public.

La charte de la Banque des Citoyens, passe par la législature et approuvée le 30 janvier 1836, dispose, section 5me, "que le maniement des affaires de la banque des Citoyens sera confié à douze directeurs dix desquels seront choisis annuellement par les deux branches de la législature, réunies à cet effet le dernier lundi de janvier, ou le plus tôt qu'il sera possible après cette époque, si la nomination n'était pas faite le jour fixé, et que les six autres seront nommés par les actionnaires, le premier lundi de février."

D'après cette citation on ne saurait se méprendre sur l'esprit de la loi. La nomination des six directeurs au choix de l'Etat, doit être faite le dernier lundi de Janvier afin que les actionnaires puissent compléter leur direction le lundi suivant. Si la charte dit *ou le plustôt qu'il sera possible après cette époque si la nomination n'avait pas été faite au jour fixé*, c'est qu'il fallait prévoir le cas où la législature serait ajournée : le cas où il n'y aurait pas *quorum* dans les chambres, ou bien le cas d'une impossibilité matérielle. Mais il n'est pas loisible à une chambre, ni même aux deux, d'ajourner une élection dont l'époque est fixée par la loi.

Mais quelles sont les puissantes raisons qu'on a fait valoir pour l'ajournement ? C'est qu'on ne connaissait pas assez la situation des affaires de cette institution pour voter en connaissance de cause, et qu'il fallait attendre le rapport du comité chargé de faire l'examen de ses affaires."

On pourrait demander pourquoi le comité n'a pas fait son rapport plus tôt, et pourquoi on s'est attendu pour *le former* une opinion sur ce sujet, puisqu'on ne pouvait ignorer que l'élection viendrait le dernier lundi de janvier, jour fixé par la loi ? Mais est-il donc indispensable pour voter dans une élection de directeurs, d'avoir le rapport détaillé d'un comité, lorsque surtout les affaires de la banque sont, de l'aveu de tous, dans un parfait état de sécurité ? D'ailleurs le vote des législateurs n'est-il pas libre ? ne peuvent-ils pas le donner à de nouveaux directeurs, s'ils croient que les anciens n'ont pas dirigé suivant leurs intentions ? Pourquoi donc cet ajournement ?

"Le général Harrison est un de ces hommes malheureusement trop rares qui gagnent à être entièrement connus. Plus on l'étudie, et plus on l'aime, plus on le vénère. Qu'on interroge son passé, et à chaque pas on trouvera un nouveau sujet d'admiration ou de respect. Cette sévère probité dont nous parlions récemment, cette sévère probité à laquelle il doit cette noble pauvreté dont quelques organes des loco-focos aient faire un sujet de moquerie, n'est pas la seule vertu de l'honorable général. Au sein des honneurs que donne le pouvoir, il a porté cette simplicité et cette modestie antique dont on cherche aujourd'hui les exemples ; il a porté surtout cet admirable désintéressement de l'homme qui s'oublie lui-même pour ne songer qu'à son pays.

W. H. Harrison n'a jamais rien demandé pour lui-même, mais il a toujours songé aux citoyens qui avaient bien mérité de la patrie. N'est-ce pas à lui que les vieux soldats de la Révolution doivent l'acte du Congrès qui leur accorde une pension ?

Le Général était alors membre du Sénat des Etats-Unis et président du Comité des affaires militaires. Il refusait une loi qui n'accordait de secours qu'à ceux d'entre les défenseurs de la liberté qui étaient assez pauvres pour être à la charge des villes ; W. H. Harrison prétendit que le pays ne faisait pas assez, qu'il devait au moins une pension à des hommes, dont les services ne pouvaient cependant se payer à prix d'argent, et que cette pension devait être payée à tous, riches ou pauvres, sans distinction. Il soutint ce bill avec toute l'énergie dont il a donné plus d'une preuve et le fit passer.

Et tandis qu'il plaidait ainsi la cause des vieux défenseurs de l'Independance, tandis qu'il assurait ainsi la tranquillité de leurs derniers jours, lui qui avait aussi consacré toute son existence à son pays, se sinquiétait pas de son avenir. C'est aux véritables patriotes qu'il appartient de le recompenser de tant de vertu !

Le nouveau bateau-à-vapeur *Ohio Belle*, arrivé hier soir, a apporté ces journaux de Cincinnati du 14 et de Louisville du 18 courant. La rivière de l'Ohio a baissé de deux pieds devant Cincinnati, et la navigation était entièrement interrompue par les glaces flottantes.

THEATRE D'ORLEANS.

Le Mesonero a été joué hier soir devant une assemblée fort peu nombreuse, et sous le rapport des recettes, et sous le rapport de l'exécution. Nous ne regrettons, cependant, que peu d'entendre une actrice dont nous nous sommes déjà plu à constater les progrès. Mme. Bamberger a chanté réellement bien certains passages de son rôle. Sa voix n'a sans doute pas encore tout l'aplomb désirable, elle manque dans les notes hautes du pupitre et de fermeté ; mais le temps et le travail feront disparaître ces défauts ; cette voix, déjà si vibrante, si pure, si sonore dans les registres élevés, se complétera, et alors la cantatrice enlèvera les applaudissements de tous les spectateurs.

Nous pourrons du reste mieux apprécier Mme. Bamberger jeudi prochain. Nous aurons *Anne-Boleyn*, et la Reine ne nous fera pas oublier Jeanne Seymours.

ADMINISTRATION GENERALE DES POSTES.

Il y a eu, depuis le commencement de la révolution, onze directeurs généraux des Postes. Benjamin Franklin le premier en ordre fut nommé par le congrès le 25 juillet 1775. Il eu pour successeurs Richard Bache, Ebenezer Hazard, Samuel Osgood, Timothy Pickering, Joseph Habersham, Gideon Granger, R. J. Meigs, John McLean, Wm. T. Barry, et Amos Kendall.

Voici une table comparative du service des postes depuis 1789 d'après la "Revue Démocratique."

Années.	*Recettes.*	*Dépenses.*	*Milles parcourus.*
1789		$32,140	75,278
1790	$37,935	32,140	75,278
1791	46,294	36,607	95,525
1792	67,444	54,531	129,210
1793	104,751	72,040	284,210
1794	128,941	99,923	815,169
1795	160,620	117,909	1,799,730
1796	195,067	131,572	1,799,730
1797	213,998	150,114	2,208,570
1798	232,977	170,081	2,208,570
1799	254,816	188,088	2,208,570
1800	280,804	213,991	3,057,964
1801	320,442	255,151	3,729,215
1802	327,045	281,916	3,504,800
1803	351,823	322,364	3,504,800
1804	389,150	337,502	4,120,200
1805	421,373	377,367	4,220,000
1806	446,106	413,573	4,499,156
1807	478,783	452,988	4,550,000
1808	460,561	462,828	4,600,000
1809	506,634	494,012	4,600,000
1810	551,684	495,969	4,654,000
1811	587,247	499,039	4,624,000
1812	649,308	540,165	5,135,000
1813	703,155	691,041	5,160,000
1814	730,370	729,126	5,207,000
1815	1,043,065	716,121	5,601,000
1816	961,782	801,428	6,336,000
1817	1,002,913	916,515	6,667,000
1818	1,130,235	1,035,834	7,877,000
1819	1,264,737	1,107,861	8,585,000
1820	1,113,227	1,160,936	8,900,000
1821	1,009,087	1,184,283	9,200,000
1822	1,117,490	1,167,572	9,200,000
1823	1,130,115	1,156,995	10,100,240
1824	1,107,756	1,188,519	10,350,717
1825	1,306,525	1,306,525	10,439,086
1826	1,347,703	1,366,712	11,064,094
1827	1,524,632	1,466,959	12,872,831
1828	1,664,759	1,691,044	13,709,089
1829	1,771,920	1,879,307	13,700,000
1830	1,919,780	1,959,109	14,500,000
1831	1,936,267	2,068,701	16,168,692
1832	2,268,570	2,256,100	25,625,021
1833	2,617,011	2,630,186	26,854,495
1834	2,823,749	2,977,131	25,500,000
1835	2,992,556	3,755,011	25,969,486
1836	3,409,323	3,811,766	27,578,620
1837	4,190,605	3,512,163	31,597,866
1838	4,235,077	4,621,837	34,690,203

☞ Nous complétons ce tableau de statistique en donnant quelques extraits du rapport du *Post Master General*.

Le nombre de milles parcourus annuellement est, d'après le rapport, 34,496,878 (chiffre qui diffère du tableau nous ne savons pourquoi) ; sur cette quantité, 11,417,147 milles sont faits au moyen d'un *railway* pour la somme de $964,569 ;—19,653,076 milles au moyen de voitures ou autrement, moyennant $1,900,461 ; 3,396,655 milles par steamers ou chemins de fer, moyennant $342,672 ;—formant une dépense totale de $3,285,022.

Au mois de juin 1839, il y avait 12,780 bureaux de poste dans l'Union.

Pendant l'année dernière le nombre de *contractors* était d'environ 1838. Sur ce nombre 496 ont été punis soit par des amendes, soit par des déductions. Le montant total de ces amendes et déductions s'élève à $79,804 68.

Quoi nous soit permis de faire en terminant un simple rapprochement de quelques parties de ce rapport.

Il y a eu 25 cas de *contracteurs* qui ont été mis à l'amende ou soumis à des déductions pour avoir manqué à leurs devoirs, sans compter ceux auxquels on a fait grâce. Mais on ne s'en étonnera pas quand on saura que la somme moyenne des amendes et des déductions n'est que de $163 et que la somme moyenne des adjudications faites aux contracteurs dépasse $1,800. Les punitions infligées n'atteignent donc pas 10 cts de la somme payée, et quel est le contracteur qui hésitera à manquer à son devoir, lorsqu'il sait qu'il ne s'expose qu'à une punition équivalente de moins de 10 cts sur ce que doit lui donner l'administration ?

☞ Nous sommes priés d'appeler l'attention du public à la vente d'une belle propriété située rue Tchoupitoulas, près la rue Julie, qui aura lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse de la Cité, par le ministère de MM. Beard & Kendig.

SENAT DE LA LOUISIANE.

Présidence de M. Garcia.

Séance du 28 janvier.

A 11 heures, le sénat prend sa séance. Les membres présents sont : MM. Garcia, président, Armant, Bossier, Bowne, Desbrigny, Durnford, Dupré, Hiriart, Hus, Penn, Porche, Scott de Baton Rouge, Scott de Feliciana, Thibodeaux et Winn.

M. Desbrigny, au nom du comité auquel avait été référée la pétition des habitans de la paroisse Avoyelles, demande que ce comité soit dispensé du travail qui lui est confié, attendu qu'il existe un bill devant la chambre des représentans, qui embrasse tous les objets mentionnés dans la dite pétition. Accordé.

M. Hoa, de l'assentiment du sénat, présente un bill pour créer un shériff pour la Cour Criminelle de la Nouvelle Orléans, dont la première lecture est faite par le titre seulement.

Les résolutions et le bill suivants pour lesquels le concours du sénat est demandé subissent leur première lecture, savoir :

1o. Résolution faisant un devoir au comité réuni des deux chambres, chargé d'examiner l'état des affaires des banques, de requérir d'une commission qui a été faite par aucun des directeurs de la *Banque des Citoyens de la Louisiane*, par laquelle ils se sont obligés à voter pour le rejet des billets offerts à l'escompte par les directeurs d'aucune banque, qu'une voiture ne puisse emporter le papier de certaines émissions de commerce.

2o. Acte relatif au juri de police de la paroisse Caldwell.

Le sénat s'étant disposé de ces règles, ce bill subit en deuxième et en troisième lecture, est adopté et passé.

3o. Résolution nommant un comité sous des deux chambres pour examiner les affaires et l'état du Collège de Jefferson, conformément aux dispositions de l'acte de — mars 1835.

A la demande de M. Armant, le sénat s'étant dispensé de la même règle et la résolution étant livrée à la discussion—

M. WINN dit qu'il ne voudrait pas occuper longuement l'attention du sénat sur le sujet qui est maintenant devant lui. Il se bornera simplement à informer ses collègues que sans une des précédentes sessions, une proposition avait été faite par l'honorable sénateur des Opelousas de se dispenser de créer à l'avenir des comités pour visiter les collèges, en raison des grandes dépenses que cette mesure occasionnerait généralement au trésor d'état. Il est d'autant plus porté en faveur d'une semblable mesure que dans un moment comme celui-ci où beaucoup de membres composent déjà des comités plus ou moins importans, il craindrait que l'absence de plusieurs sénateurs chargés d'aller visiter le collège de Jefferson, ne détruisit le quorum et n'empêchât le sénat de vaquer à une foule d'affaires exécutives et législatives qu'il a pendantes. Il se bornera simplement à mentionner cette circonstance et en laissera la décision à la sagesse du sénat.

M. HIRIART réclame une exception en faveur du collège de Jefferson. L'honorable membre fait observer que depuis quelques années cette institution a subi de fréquens changemens dans la composition de son corps enseignant, et que, pendant le temps de son existence, le collège n'offrait que peu de garanties pour l'éducation de la jeunesse ; mais maintenant il est devenu digne de l'attention et de la protection de l'état, tant à cause de la quantité d'élèves qu'il y trouve, que par la raison que les jeunes gens de toutes les parties de la Nouvelle Orléans, qui y sont attachés et qui produisent déjà des résultats bien satisfesans, il voterait donc pour la nomination d'un comité. Quant aux dépenses que cette mesure occasionnerait, il ne croit pas qu'elles doivent arrêter le sénat ; car il y a set pour de distance de la Nouvelle Orléans à St. Jacques, qu'il n'y aura pas grand' chose à débourser pour mettre à exécution l'objet de la résolution.

M. HOA partage l'opinion du préopinant, et en outre des raisons qui viennent d'être données il en est d'autres qui seront de quelque poids aux yeux du sénat.

L'honorable sénateur d'Orléans dit que comme un des directeurs du collège de Jefferson, il serait heureux qu'une enquête se fît. On ne doit pas se le dissimuler, il y a eu de grandes difficultés à vaincre pour placer ce collège sur le pied qu'il occupe aujourd'hui. Le but de la législature a été, en faisant de lui donner un caractère tout à fait national, et d'empêcher ainsi que les jeunes gens de la Louisiane n'allassent à l'étranger ou dans les autres Etats pour y puiser une éducation solide et libérale. Ce but a été atteint ; et grâce à l'efficacité des mesures dont on s'est usage pour arriver au résultat désiré, le collège Jefferson compte maintenant environ 250 élèves, et sous les jours il y des applications pour telles pour d'autres élèves qu'on ne peut admettre encore une faute de logement pour les recevoir.

Ces considérations toutes majeures qu'elles soient ne sont pas les seules qui militent en faveur de l'adoption de la résolution. On le sait, l'état a dépensé des sommes considérables pour l'établissement du collège de Jefferson. Il est convenable et urgent même que le public sache que l'argent ainsi approprié n'a pas été inutilement dépensé. Or la chose ne peut être établie que par une enquête du comité de visite.

L'honorable sénateur fait ressortir les nombreux essais qui ont été faits pour établir un collège institué à la Louisiane. On y a presque constamment échoué, et maintenant que l'institution de Jefferson donne des garanties suffisantes, et réalise tous les objets que l'état a eus en vue, il me semble que la chose devrait être rendue notoire, et dans l'intérêt du collège et dans celui des familles Louisianaises, se rendre compte par l'état d'une manière convenable par l'examen d'un comité nommé spécialement par la législature pour cet objet. L'opinion publique est déjà toute honorable à cette maison d'éducation, et il ne faute pas que le rapport du comité ne lui donne encore plus de consistance.

Le sénateur M. Hoa ne voit pas que l'enquête qui se ferait de la condition du collège Jefferson dût entraîner celle des autres institutions de ce genre. Mais quoiqu'il en résultat, il n'objecterait pas à ce que la visite soit générale, car la législature peut être appelée d'année en année à voter des fonds pour l'usage du collège, et il importe à ses intérêts que l'on sache comment les affaires sont administrées.

M. DUPRE dit que l'année dernière il a proposé de supprimer à l'avenir les comités chargés de visiter les collèges, dans la but exclusif de sauver des frais à l'état. Mais si le sénat juge maintenant qu'il est convenable de visiter le collège de Jefferson, il ne voit pas pourquoi les autres ne seraient pas également assujétis à une semblable visite. Celui de Franklin et dans un état prospère, et il serait heureux que l'enquête fût demandée par des députés.

M. HOA fait observer que si aucun membre désire que tel autre collège que celui de Jefferson soit visité, il ne s'y opposera pas. Mais comme la considération des frais semble devoir être à l'épreuve de tout, les collèges éloignés seront soumis à l'examen d'un comité, il ne voit pas pourquoi celui de Jefferson, qui n'est qu'à une course de trois de la ville, serait placé dans la même catégorie que les autres par le rejet de la résolution.

M. BOSSIER propose de substituer à la résolution un amendement qui pourvoit à la nomination de trois comités ajoutés à ceux de la chambre, composés chacun d'un membre du sénat et de —— membres de la chambre des représentans, chargés de visiter les trois collèges de Jefferson, de Franklin et de la Louisiane. Si le comité de Jefferson doit être choisi pendant le temps de son existence, le collège n'offrait que peu de garanties pour l'éducation de la jeunesse ; mais maintenant il est devenu digne de l'attention et de la protection de l'état, tant à cause de la quantité d'élèves qu'il y trouve, que par la raison que les jeunes gens de toutes les parties de la Nouvelle Orléans, qui y sont attachés et qui produisent déjà des résultats bien satisfesans. Il voterait donc pour la nomination d'un comité. Quant aux dépenses que cette mesure occasionnerait, il ne croit pas qu'elles doivent arrêter le sénat ; car il y a set pour de distance de la Nouvelle Orléans à St. Jacques, qu'il n'y aura pas grand' chose à débourser pour mettre à exécution l'objet de la résolution.

M. BOSSIER insiste et dit que le seul motif qui l'engage à présenter son amendement, c'est de sauver des frais à l'Etat.

M. BROWNS dit que bien qu'il ne voie pas la nécessité de nommer un comité, cependant il adhérera à l'amendement de Sénateur des Natchitoches. Si le sénat adopte la résolution, la visite devant se borner simplement au Collège de Jefferson, il lui semble que ce serait un acte de préférence et de distinction en faveur de cet établissement, puisqu'un rapport favorable tendrait nécessairement à le donner de la faveur, tandis que les autres colléges dont la condition pourrait être très prospère seraient dépouillés de la chance d'avoir un rapport de cette nature, et qu'ils perdraient par là, nécessairement, dans l'opinion publique.

Le membre ajoute que puisqu'il est sur ce sujet, il suggérera au sénat que différentes donnations sont faites aux collèges de la Louisiane par des lois spéciales de la législature à la condition qu'ils élèveraient à leurs frais un certain nombre d'enfans de familles malheureuses. Si ce qu'on lui a dit est vrai, il semblerait que quelques uns de ces établissemens se sont refusés à satisfaire au vœu de la législature qui, en accordant ces faveurs s'assurait de ce fait et la seule manière d'y réunir c'est d'employer des cataïes.

M. HOA ne fait aucune objection à l'amendement. Mais si le sénat désirait réfléchir pour savoir quelle marche il y aura à suivre il proposera le dépôt provisoire de sur le bureau.

L'amendement de M. Bossier est mis aux voix et adopté. Le sénat s'étant disposé de ses règlemens, la même résolution subit sa troisième lecture et passe.

EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE

Le projet du jour est la discussion de la résolution qui accorde à tout citoyen qui aura résidé une année dans la Louisiane et paiera une taxe de capitation d'un piastre, le droit de suffrage.

M. HOA propose d'amender en substituant trois années aux douze mois qui y sont mentionnés.

M. WINN dit que le sénateur d'Orléans ne doit pas ignorer que la constitution fixe le délai à 12 mois, et que l'amendement est en conséquence contraire à la charte. Il propose, en conséquence, dans le but de satisfaire au membre, d'amender en disant 12 mois de résidence, dans l'Etat et 12 mois de résidence, dans le comté.

M. PENN, pour éviter tout *quid pro quo*, propose d'amender en disant pourvu que le citoyen ait acquis la résidence voulue par la constitution.

M. HOA dit qu'il devait être quelque mois sur le sujet qui est devant le Sénat, pour que son vote soit parfaitement compris par ses constituans.

Il aurait tort de croire qu'il est opposé à l'extension du droit de suffrage ; mais il le demandera, en temps et lieu, pour ceux de ses concitoyens qui en sont privés. Il ne voit pas pourquoi celui de Jefferson, qui n'est qu'à une course de trois de la ville, serait placé dans la même catégorie que les autres par le rejet de la résolution.

M. BOSSIER propose de substituer à la résolution un amendement qui pourvoit à la nomination de trois comités ajoutés à ceux de la chambre, composés chacun d'un membre du sénat et de —— membres de la chambre des représentans, chargés de visiter les trois colléges de Jefferson, de Franklin et de la Louisiane. Si le comité de Jefferson doit être choisi pendant le temps de son existence, le collège n'offrait que peu de garanties pour l'éducation de la jeunesse ; mais maintenant il est devenu digne de l'attention et de la protection de l'état, tant à cause de la quantité d'élèves qu'il y trouve, que par la raison que les jeunes gens de toutes les parties de la Nouvelle Orléans, qui y sont attachés et qui produisent déjà des résultats bien satisfesans. Il voterait donc pour la nomination d'un comité. Quant aux dépenses que cette mesure occasionnerait, il ne croit pas qu'elles doivent arrêter le sénat ; car il y a set pour de distance de la Nouvelle Orléans à St. Jacques, qu'il n'y aura pas grand' chose à débourser pour mettre à exécution l'objet de la résolution.

M. HOA partage l'opinion du préopinant, et en outre des raisons qui viennent d'être données il en est d'autres qui seront de quelque poids aux yeux du sénat.

L'honorable sénateur d'Orléans dit que comme un des directeurs du collège de Jefferson, il serait heureux qu'une enquête se fît. On ne doit pas se le dissimuler, il y a eu de grandes difficultés à vaincre pour placer ce collège sur le pied qu'il occupe aujourd'hui. Le but de la législature a été, en faisant de lui donner un caractère tout à fait national, et d'empêcher ainsi que les jeunes gens de la Louisiane n'allassent à l'étranger ou dans les autres Etats pour y puiser une éducation solide et libérale. Ce but a été atteint ; et grâce à l'efficacité des mesures dont on s'est usage pour arriver au résultat désiré, le collège Jefferson compte maintenant environ 250 élèves, et sous les jours il y des applications pour telles pour d'autres élèves qu'on ne peut admettre encore une faute de logement pour les recevoir.

Ces considérations toutes majeures qu'elles soient ne sont pas les seules qui militent en faveur de l'adoption de la résolution. On le sait, l'état a dépensé des sommes considérables pour l'établissement du collège de Jefferson. Il est convenable et urgent même que le public sache que l'argent ainsi approprié n'a pas été inutilement dépensé. Or la chose ne peut être établie que par une enquête du comité de visite.

L'honorable sénateur fait ressortir les nombreux essais qui ont été faits pour établir un collège institué à la Louisiane. On y a presque constamment échoué, et maintenant que l'institution de Jefferson donne des garanties suffisantes, et réalise tous les objets que l'état a eus en vue, il me semble que la chose devrait être rendue notoire, et dans l'intérêt du collège et dans celui des familles Louisianaises, se rendre compte par l'état d'une manière convenable par l'examen d'un comité nommé spécialement par la législature pour cet objet. L'opinion publique est déjà toute honorable à cette maison d'éducation, et il ne faute pas que le rapport du comité ne lui donne encore plus de consistance.

Le sénateur M. Hoa ne voit pas que l'enquête qui se ferait de la condition du collège Jefferson dût entraîner celle des autres institutions de ce genre. Mais quoiqu'il en résultat, il n'objecterait pas à ce que la visite soit générale, car la législature peut être appelée d'année en année à voter des fonds pour l'usage du collège, et il importe à ses intérêts que l'on sache comment les affaires sont administrées.

M. DUPRE dit que l'année dernière il a proposé de supprimer à l'avenir les comités chargés de visiter les colléges, dans la but exclusif de sauver des frais à l'état. Mais si le sénat juge maintenant qu'il est convenable de visiter le collège de Jefferson, il ne voit pas pourquoi les autres ne seraient pas également assujétis à une semblable visite. Celui de Franklin est dans un état prospère, et il serait heureux que l'enquête fût demandée par des députés.

M. HOA fait observer que si aucun membre désire que tel autre collège que celui de Jefferson soit visité, il ne s'y opposera pas. Mais comme la considération des frais semble devoir être à l'épreuve de tout, les colléges éloignés seront soumis à l'examen d'un comité, il ne voit pas pourquoi celui de Jefferson, qui n'est qu'à une course de trois de la ville, serait placé dans la même catégorie que les autres par le rejet de la résolution.

M. BOSSIER propose de substituer à la résolution un amendement qui pourvoit à la nomination de trois comités ajoutés à ceux de la chambre, composés chacun d'un membre du sénat et de —— membres de la chambre des représentans, chargés de visiter les trois colléges de Jefferson, de Franklin et de la Louisiane. Si le comité de Jefferson doit être choisi pendant le temps de son existence, le collège n'offrait que peu de garanties pour l'éducation de la jeunesse ; mais maintenant il est devenu digne de l'attention et de la protection de l'état, tant à cause de la quantité d'élèves qu'il y trouve, que par la raison que les jeunes gens de toutes les parties de la Nouvelle Orléans, qui y sont attachés et qui produisent déjà des résultats bien satisfesans, il voterait donc pour la nomination d'un comité. Quant aux dépenses que cette mesure occasionnerait, il ne croit pas qu'elles doivent arrêter le sénat ; car il y a set pour de distance de la Nouvelle Orléans à St. Jacques, qu'il n'y aura pas grand' chose à débourser pour mettre à exécution l'objet de la résolution.

M. BOSSIER insiste et dit que le seul motif qui l'engage à présenter son amendement, c'est de sauver des frais à l'Etat.

M. BROWNS dit que bien qu'il ne voie pas la nécessité de nommer un comité, cependant il adhérera à l'amendement de Sénateur des Natchitoches. Si le sénat adopte la résolution, la visite devant se borner simplement au Collège de Jefferson, il lui semble que ce serait un acte de préférence et de distinction en faveur de cet établissement, puisqu'un rapport favorable tendrait nécessairement à le donner de la faveur, tandis que les autres colléges dont la condition pourrait être très prospère seraient dépouillés de la chance d'avoir un rapport de cette nature, et qu'ils perdraient par là, nécessairement, dans l'opinion publique.

Le membre ajoute que puisqu'il est sur ce sujet, il suggérera au sénat que différentes donnations sont faites aux colléges de la Louisiane par des lois spéciales de la législature à la condition qu'ils élèveraient à leurs frais un certain nombre d'enfans de familles malheureuses. Si ce qu'on lui a dit est vrai, il semblerait que quelques uns de ces établissemens se sont refusés à satisfaire au vœu de la législature qui, en accordant ces faveurs s'assurait de ce fait et la seule manière d'y réunir c'est d'employer des cataïes.

M. HOA ne fait aucune objection à l'amendement. Mais si le sénat désirait réfléchir pour savoir quelle marche il y aura à suivre il proposera le dépôt provisoire de sur le bureau.

L'amendement de M. Bossier est mis aux voix et adopté. Le sénat s'étant disposé de ses règlemens, la même résolution subit sa troisième lecture et passe.

EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE

Le projet du jour est la discussion de la résolution qui accorde à tout citoyen qui aura résidé une année dans la Louisiane et paiera une taxe de capitation d'un piastre, le droit de suffrage.

M. HOA propose d'amender en substituant trois années aux douze mois qui y sont mentionnés.

M. WINN dit que le sénateur d'Orléans ne doit pas ignorer que la constitution fixe le délai à 12 mois, et que l'amendement est en conséquence contraire à la charte. Il propose, en conséquence, dans le but de satisfaire au membre, d'amender en disant 12 mois de résidence dans l'Etat et 12 mois de résidence, dans le comté.

M. PENN, pour éviter tout *quid pro quo*, propose d'amender en disant pourvu que le citoyen ait acquis la résidence voulue par la constitution.

M. HOA fait observer que si aucun membre désire que tel autre collège que celui de Jefferson soit visité, il ne s'y opposera pas. Mais comme la considération des frais semble devoir être à l'épreuve de tout, les colléges éloignés seront soumis à l'examen d'un comité, il ne voit pas pourquoi celui de Jefferson, qui n'est qu'à une course de trois de la ville, serait placé dans la même catégorie que les autres par le rejet de la résolution.

M. BOSSIER propose de substituer à la résolution un amendement qui pourvoit à la nomination de trois comités ajoutés à ceux de la chambre, composés chacun d'un membre du sénat et de —— membres de la chambre des représentans, chargés de visiter les trois colléges de Jefferson, de Franklin et de la Louisiane. Si le comité de Jefferson doit être choisi pendant le temps de son existence, le collège n'offrait que peu de garanties pour l'éducation de la jeunesse ; mais maintenant il est devenu digne de l'attention et de la protection de l'état, tant à cause de la quantité d'élèves qu'il y trouve, que par la raison que les jeunes gens de toutes les parties de la Nouvelle Orléans, qui y sont attachés et qui produisent déjà des résultats bien satisfesans, il voterait donc pour la nomination d'un comité. Quant aux dépenses que cette mesure occasionnerait, il ne croit pas qu'elles doivent arrêter le sénat ; car il y a set pour de distance de la Nouvelle Orléans à St. Jacques, qu'il n'y aura pas grand' chose à débourser pour mettre à exécution l'objet de la résolution.

M. BOSSIER insiste et dit que le seul motif qui l'engage à présenter son amendement, c'est de sauver des frais à l'Etat.

M. BROWNS dit que bien qu'il ne voie pas la nécessité de nommer un comité, cependant il adhérera à l'amendement de Sénateur des Natchitoches. Si le sénat adopte la résolution, la visite devant se borner simplement au Collège de Jefferson, il lui semble que ce serait un acte de préférence et de distinction en faveur de cet établissement, puisqu'un rapport favorable tendrait nécessairement à le donner de la faveur, tandis que les autres colléges dont la condition pourrait être très prospère seraient dépouillés de la chance d'avoir un rapport de cette nature, et qu'ils perdraient par là, nécessairement, dans l'opinion publique.

Le membre ajoute que puisqu'il est sur ce sujet, il suggérera au sénat que différentes donnations sont faites aux colléges de la Louisiane par des lois spéciales de la législature à la condition qu'ils élèveraient à leurs frais un certain nombre d'enfans de familles malheureuses. Si ce qu'on lui a dit est vrai, il semblerait que quelques uns de ces établissemens se sont refusés à satisfaire au vœu de la législature qui, en accordant ces faveurs s'assurait de ce fait et la seule manière d'y réunir c'est d'employer des cataïes.

M. HOA ne fait aucune objection à l'amendement. Mais si le sénat désirait réfléchir pour savoir quelle marche il y aura à suivre il proposera le dépôt provisoire de sur le bureau.

L'amendement de M. Bossier est mis aux voix et adopté. Le sénat s'étant disposé de ses règlemens, la même résolution subit sa troisième lecture et passe.

EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE

Le projet du jour est la discussion de la résolution qui accorde à tout citoyen qui aura résidé une année dans la Louisiane et paiera une taxe de capitation d'un piastre, le droit de suffrage.

M. HOA propose d'amender en substituant trois années aux douze mois qui y sont mentionnés.

M. WINN dit que le sénateur d'Orléans ne doit pas ignorer que la constitution fixe le délai à 12 mois, et que l'amendement est en conséquence contraire à la charte. Il propose, en conséquence, dans le but de satisfaire au membre, d'amender en disant 12 mois de résidence dans l'Etat et 12 mois de résidence, dans le comté.

M. PENN, pour éviter tout *quid pro quo*, propose d'amender en disant pourvu que le citoyen ait acquis la résidence voulue par la constitution.

M. HOA fait observer que si aucun membre désire que tel autre collège que celui de Jefferson soit visité, il ne s'y opposera pas. Mais comme la considération des frais semble devoir être à l'épreuve de tout, les colléges éloignés seront soumis à l'examen d'un comité, il ne voit pas pourquoi celui de Jefferson, qui n'est qu'à une course de trois de la ville, serait placé dans la même catégorie que les autres par le rejet de la résolution.

M. BOSSIER propose de substituer à la résolution un amendement qui pourvoit à la nomination de trois comités ajoutés à ceux de la chambre, composés chacun d'un membre du sénat et de —— membres de la chambre des représentans, chargés de visiter les trois colléges de Jefferson, de Franklin et de la Louisiane. Si le comité de Jefferson doit être choisi pendant le temps de son existence, le collège n'offrait que peu de garanties pour l'éducation de la jeunesse ; mais maintenant il est devenu digne de l'attention et de la protection de l'état, tant à cause de la quantité d'élèves qu'il y trouve, que par la raison que les jeunes gens de toutes les parties de la Nouvelle Orléans, qui y sont attachés et qui produisent déjà des résultats bien satisfesans, il voterait donc pour la nomination d'un comité. Quant aux dépenses que cette mesure occasionnerait, il ne croit pas qu'elles doivent arrêter le sénat ; car il y a set pour de distance de la Nouvelle Orléans à St. Jacques, qu'il n'y aura pas grand' chose à débourser pour mettre à exécution l'objet de la résolution.

M. BOSSIER insiste et dit que le seul motif qui l'engage à présenter son amendement, c'est de sauver des frais à l'Etat.

M. BROWNS dit que bien qu'il ne voie pas la nécessité de nommer un comité, cependant il adhérera à l'amendement de Sénateur des Natchitoches. Si le sénat adopte la résolution, la visite devant se borner simplement au Collège de Jefferson, il lui semble que ce serait un acte de préférence et de distinction en faveur de cet établissement, puisqu'un rapport favorable tendrait nécessairement à le donner de la faveur, tandis que les autres colléges dont la condition pourrait être très prospère seraient dépouillés de la chance d'avoir un rapport de cette nature, et qu'ils perdraient par là, nécessairement, dans l'opinion publique.

Le membre ajoute que puisqu'il est sur ce sujet, il suggérera au sénat que différentes donnations sont faites aux colléges de la Louisiane par des lois spéciales de la législature à la condition qu'ils élèveraient à leurs frais un certain nombre d'enfans de familles malheureuses. Si ce qu'on lui a dit est vrai, il semblerait que quelques uns de ces établissemens se sont refusés à satisfaire au vœu de la législature qui, en accordant ces faveurs s'assurait de ce fait et la seule manière d'y réunir c'est d'employer des cataïes.

M. HOA ne fait aucune objection à l'amendement. Mais si le sénat désirait réfléchir pour savoir quelle marche il y aura à suivre il proposera le dépôt provisoire de sur le bureau.

L'amendement de M. Bossier est mis aux voix et adopté. Le sénat s'étant disposé de ses règlemens, la même résolution subit sa troisième lecture et passe.

EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE

Le projet du jour est la discussion de la résolution qui accorde à tout citoyen qui aura résidé une année dans la Louisiane et paiera une taxe de capitation d'un piastre, le droit de suffrage.

M. HOA propose d'amender en substituant trois années aux douze mois qui y sont mentionnés.

M. WINN dit que le sénateur d'Orléans ne doit pas ignorer que la constitution fixe le délai à 12 mois, et que l'amendement est en conséquence contraire à la charte. Il propose, en conséquence, dans le but de satisfaire au membre, d'amender en disant 12 mois de résidence dans l'Etat et 12 mois de résidence, dans le comté.

M. PENN, pour éviter tout *quid pro quo*, propose d'amender en disant pourvu que le cit